COLLECTIVITÉS : EMPRUNTEZ DURABLE !

RECLAIM Finance

OXFAM France

Mai 2022





Illustration © guenole.fr

SOMMAIRE

EMPRUNT LOCAL, INÉGALITÉS ET CHANGEMENT CLIMATIQUE : QUEL RAPPORT ? 4

EMPRUNTER DURABLE ? C'EST POSSIBLE ! 6

ÊTRE ACCOMPAGNÉ, LES DIFFÉRENTES ÉTAPES 10

ET APRÈS ? ALLER PLUS LOIN 11

ANNEXES 12

Auteurs :

Paul Schreiber, chargé de campagne régulation des acteurs financiers pour Reclaim Finance

Maud Maury, chargée de plaidoyer épargne et collectivités pour Reclaim Finance

Quentin Parrinello, responsable de plaidoyer justice fiscale et inégalités pour Oxfam France

Alexandre Poidatz, chargé de plaidoyer finance et climat pour Oxfam France

Design graphique / mise en page : **Guénolé Le Gal**

Crédit photo (couverture) : **Francesco Ungaro** / Pexels

Date de publication : mai 2022

contact@reclaimfinance.org

reclaimfinance.org

oxfamfrance.org

Les informations contenues dans ce document correspondent à une analyse à jour à la date de bouclage, au 18 mai 2022.

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source.

1

EMPRUNT LOCAL, INÉGALITÉS ET CHANGEMENT CLIMATIQUE : QUEL RAPPORT ?


© Unsplash

Les collectivités territoriales sont souvent en première ligne face aux conséquences du changement climatique. Elles doivent également lutter contre les inégalités et la précarité à leur niveau. Pour elles, œuvrer à un développement local durable c'est à la fois construire un futur désirable dans lequel la qualité de vie des habitants est améliorée et participer à l'effort global de réduction des gaz à effet de serre.

Pour les collectivités, financer cet effort requiert d'avoir recours à l'emprunt. Or les banques auprès desquelles ces emprunts sont effectués ont des pratiques sociales et environnementales variables et souvent néfastes, aux antipodes des projets et valeurs portées par la collectivité emprunteuse.

Ainsi, quand l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) rappelle qu'aucun nouveau projet de production de pétrole, gaz ou charbon ne doit être soutenu pour limiter le réchauffement planétaire à 1.5°C [1], la plupart des banques françaises continuent à financer ce développement.

De même, la plupart des banques françaises continuent d'utiliser de nombreuses filiales dans les paradis fiscaux alors que l'évasion fiscale coûte au moins 80 milliards d'euros aux finances publiques chaque année [2].

Ces entreprises contribuent parfois à exacerber les inégalités, avec des écarts de salaires qui continuent de se creuser, y compris entre les hommes et les femmes.

1 https://reclaimfinance.org/site/2021/05/18/laie-dit-non-aux-investissements-dans-les-energies-fossiles-mais-mise-toujours-sur-de-fausses-solutions

2 https://www.oxfamfrance.org/inegalites-et-justice-fiscale/evasion-fiscale-definition-consequences-solutions

L'emprunt bancaire des collectivités a financé 34% de leurs investissements en 2021 [1]



MAIS



Depuis l'Accord de Paris, les banques françaises ont alloué plus de 350 milliards de dollars aux énergies fossiles [2]



Les banques ont recours aux paradis fiscaux pour éviter l'impôt [3]



En France, les femmes sont payées en moyenne 28% de moins que les hommes [4]



COMMENT ÉVITER CET ÉCUEIL ?

Les collectivités mettent déjà en concurrence les banques sur des critères financiers, elles peuvent le faire sur des critères environnementaux et sociaux !

1 https://www.meudon.fr/wp-content/uploads/sites/5/2021/12/AR-Note-de-conjoncture-oct-2021-1.pdf

2 https://reclaimfinance.org/site/2022/03/30/rapport-les-banques-francaises-ont-verse-350-milliards-aux-energies-fossiles-depuis-2016

3 https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/bp-opening-vaults-eu-banks-tax-havens-270317-fr.pdf

4 https://www.inegalites.fr/femmes-hommes-salaires-inegalites

2

EMPRUNTER DURABLE ? C'EST POSSIBLE !

Avant d'emprunter, les collectivités territoriales mettent les banques en concurrence. Ce processus est généralement basé sur des critères financiers, les prêteurs étant les banques qui proposent les taux les plus bas.

Cependant, les collectivités sont libres d'ajouter des critères environnementaux et sociaux – ou « critères extra-financiers » – pour sélectionner les banques.

Comment ? En adressant un questionnaire extra-financier aux banques dans le cadre de leur appel d'offre, comme l'ont déjà fait la ville de Besançon ainsi que la communauté d'agglomération et la commune de Bourg-en-Bresse.



© Guillaume de Germain / Unsplash



DES QUESTIONNAIRES PRÊTS À L'EMPLOI

En 2021, Besançon et Bourg-en-Bresse ont appliqué pour la première fois des critères extra-financiers à leurs emprunts en adressant un questionnaire spécifique aux banques.

Ces questionnaires ont été établis par les collectivités en dialoguant avec les associations spécialisées et les banques, afin d'en garantir la robustesse et d'entretenir un lien de confiance.

Les réponses des banques ont été prises en compte en complément des critères financiers habituels, conduisant les collectivités à choisir des prêteurs aux pratiques environnementales parmi les plus avancées du système financier français (notamment la Banque Postale, la NEF et l'Agence France Locale).

Ces questionnaires sont utilisables annuellement lors de la sélection des prêteurs par tous types de collectivités. Ils sont modifiables selon les priorités de chacun et sont disponibles en annexe de ce document.



UNE DEMANDE LÉGITIME INTÉGRANT LES PRATIQUES DES BANQUES ET LES ATTENTES DES FRANÇAIS

Aujourd'hui, les banques possèdent l'obligation légale de publier de nombreuses informations extra-financières.

En parallèle, elles mettent elles-mêmes en avant leurs engagements environnementaux et sociaux, que ce soit par la commercialisation de produits « verts » ou l'adoption d'objectifs de « neutralité carbone » ou leurs engagements de responsabilité fiscale.

Le financement des nombreux projets durables portés par les collectivités contribue à cette communication et à l'accroissement de la part des activités vertes dans les activités bancaires. Ainsi, la réglementation actuelle, la communication des banques et l'intérêt qu'elles peuvent tirer du financement des collectivités justifient pleinement les demandes des collectivités en matière environnementale et sociale.

Ces mêmes demandes font échos aux attentes d'une large majorité de Français qui rejette le financement des énergies fossiles et plébiscite celui de la transition [1], demandent plus d'égalité [2] et de lutter contre les paradis fiscaux [3] .



UN MARQUEUR D'EXEMPLARITÉ

En adoptant des critères environnementaux et sociaux, les collectivités envoient un message fort au secteur financier français et s'inscrivent dans le mouvement international émergeant pour une transition juste.

Ces critères complètent avantageusement les « budgets verts [4]» mis en place par un nombre croissant de collectivités en permettant leur financement par des banques plus durables.

La démarche est aussi valorisable par une déclaration accompagnant les nouveaux critères, par exemple avec une opposition de principe au développement des énergies fossiles.

1 https://www.helios.do/articles/opinionway-francais-banque-argent-environnement.php

2 https://www.lejdd.fr/Societe/exclusif-pour-70-des-francais-legalite-femme-homme-est-un-sujet-important-pour-la-presidentielle-4097642

3 https://www.francetvinfo.fr/economie/impots/paradis-fiscaux/paradise-papers-la-fraude-fiscale-n-est-pas-assez-sanctionnee-selon-trois-quart-des-francais-revele-un-sondage_2462886.html

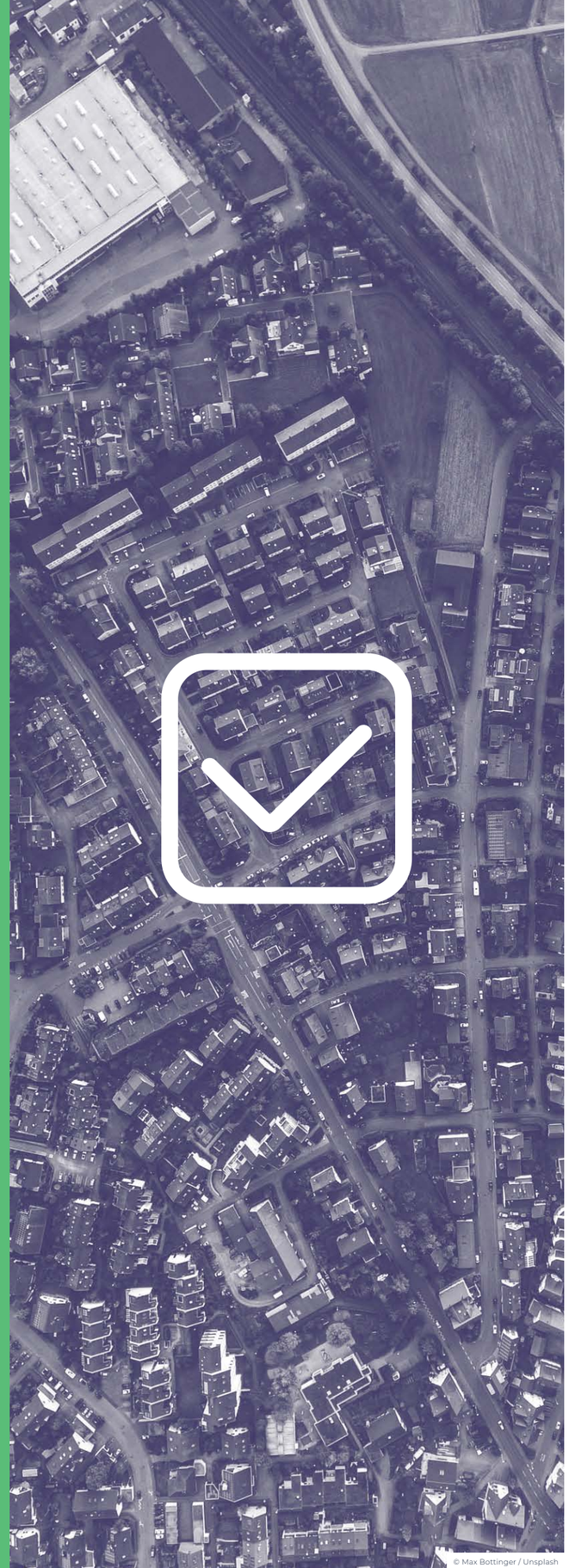
4 https://medias.amf.asso.fr/upload/files/Budgets_verts.pdf

UNE DÉMARCHE LÉGALEMENT ET FINANCIÈREMENT ROBUSTE

L'ajout de critères extra-financiers respecte totalement la législation en vigueur et est parfaitement conciliable avec l'obtention de conditions de financements avantageuses.

Il s'agit avant tout de choisir les partenaires financiers les plus durables – une décision de la collectivité sur ses prêts qui ne relève pas des modalités du code de la commande publique – tout en préservant la capacité de financement.

Ainsi, les critères extra-financiers peuvent à minima être utilisés pour départager des banques proposant des taux identiques ou proches. Bien entendu, ils peuvent aussi être utilisés à part égale avec les critères financiers, marquant une volonté politique forte.



© Max Bottinger / Unsplash

LES ÉLUS EN PARLENT LE MIEUX

Anthony Poulin,

Adjoint à la mairie de Besançon en charge des finances, de la commande publique, du développement durable et de la coordination des actions de résilience



« En juin 2021, main dans la main avec les ONG, la Ville de Besançon est la première ville française à avoir fait de la responsabilité climatique et sociale un critère de choix de ses partenaires bancaires. Désormais, nous nous assurons de la provenance des fonds bancaires permettant le financement de notre grand plan d'investissements en faveur de la transformation écologique de notre ville (rénovation des écoles, végétalisation de la ville...).

Ainsi, nous pouvons garantir à nos habitants que ces financements ne contribuent pas à l'autre bout du monde à l'extraction de sables bitumineux, à l'ouverture d'une plate-forme offshore de pétrole ou encore à l'évasion fiscale. Une exigence de cohérence qui participe à redonner confiance en l'action publique locale. Espérons que de nombreuses autres villes, départements et régions rejoignent cette dynamique ! ».

Thierry Dosch,

Maire adjoint aux finances de la Ville de Bourg-en-Bresse



« Nous avons eu la volonté politique avant que les banques ne choisissent les collectivités vertueuses d'un point de vue de la transition écologique d'inverser la question : valoriser les banques en phase avec l'Accord de Paris.

Cela se traduit par la pondération à 50/50 des critères écologiques et financiers ».

Walter Martin,

Vice-président aux finances de Grand Bourg Agglomération



« Depuis 2020, en toute transparence, nous cartographions l'ensemble des dépenses de la Communauté d'agglomération selon leurs impacts sur l'environnement ; Nous avons la même démarche auprès des banques à partir d'un questionnaire co-construit avec elles.

Ainsi, nous partageons avec nos partenaires financiers nos objectifs en matière de transition écologique ».

3

ÊTRE ACCOMPAGNÉ,
LES DIFFÉRENTES ÉTAPES

La première étape est l'élaboration du questionnaire par la collectivité, en concertation avec les élus municipaux, les services financiers, les ONGs et les banques. Chaque collectivité est libre de déterminer les éléments du questionnaire selon ses priorités environnementales et sociales. Il est cependant conseillé de s'inspirer des questionnaires existants, comme ceux élaborés par Besançon et Bourg-en-Bresse disponibles en annexe.

L'envoi du questionnaire aux banques doit permettre à la collectivité d'expliquer sa démarche et de clarifier ses attentes en matière de durabilité. Le dialogue ouvert avec les banques lors de l'envoi du questionnaire et de la réception de leurs réponses permet de mieux comprendre les éléments communiqués, d'affiner les questions pour les années suivantes et de favoriser une amélioration des pratiques bancaires en matière environnementale et sociale.

Après réception des questionnaires, les collectivités peuvent s'appuyer sur les outils mis à disposition par Reclaim Finance et Oxfam France. Les associations se tiennent aussi à la disposition des collectivités pour apporter un soutien dans l'analyse ponctuelle de réponses.

ET APRÈS ?
ALLER PLUS LOIN

Les collectivités qui s'engagent dans cette démarche vertueuse peuvent la diffuser auprès de leurs collègues et des associations de collectivités, telles que France Urbaine ou l'Association des Maires de France.

Elles peuvent également adopter des délibérations symboliques actant leur opposition à une des grandes causes de la crise climatique : le développement des énergies fossiles. Au-delà d'un engagement symbolique, cette position envoie un message fort aux acteurs financiers et place les collectivités comme des acteurs véritablement engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Cet appel peut aussi être effectué collectivement, en lien avec les autres collectivités qui décident de chercher des financeurs durables. À ce titre, une résolution commune est en cours de rédaction afin de porter d'une seule et même voix les engagements pris par les collectivités en matière d'exclusion des énergies fossiles. Si vous souhaitez en faire partie, n'hésitez pas à contacter Reclaim Finance et Oxfam France.

ANNEXES

EXEMPLE DE LA VILLE DE BESANÇON

Questionnaire

➔ https://reclaimfinance.org/site/wp-content/uploads/2022/05/Besancon-questionnaire-vierge.pdf

Courrier envoyé aux banques

➔ https://reclaimfinance.org/site/wp-content/uploads/2022/05/Besancon-courrier-aux-banques-questionnaire.docx

EXEMPLE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION ET LA COMMUNE DE BOURG EN BRESSE

Questionnaire

➔ https://reclaimfinance.org/site/wp-content/uploads/2022/05/Bourg-questionnaire.pdf

Présentation de la démarche

➔ https://www.grandbourg.fr/3025-des-emprunts-ecologiques.htm

OUTILS D'AIDE À L'ANALYSE DES POLITIQUES DES BANQUES

Reclaim Finance et Oxfam France proposent des outils et des méthodologies utilisables gratuitement par les collectivités.Ils permettent une analyse rapide des politiques des banques en matière de :

FINANCEMENT AU CHARBON *le "Coal Policy Tool"*

➔ https://coalpolicytool.org

FINANCEMENT AU PÉTROLE ET GAZ *le "Oil and Gaz Policy Tool"*

➔ https://oilgaspolicytracker.org

PARADIS FISCAUX

➔ https://reclaimfinance.org/site/wp-content/uploads/2022/05/Fiche-methodo-Paradis-Fiscaux.pdf

INÉGALITÉS SALARIALES

➔ https://reclaimfinance.org/site/wp-content/uploads/2022/05/Fiche-methodo-Inegalites-salariales.pdf

La mission de Reclaim Finance est de contribuer à l'accélération de la décarbonation des flux financiers. Nous mettons notre expertise au service des autorités publiques et des acteurs financiers désireux de transformer les pratiques existantes de manière à les soumettre aux impératifs écologiques.

Oxfam France est membre de la confédération Oxfam, une organisation internationale de développement qui mobilise le pouvoir citoyen contre la pauvreté.

Contact :

Paul Schreiber, chargé de campagne régulation des acteurs financiers pour Reclaim Finance, paul@reclaimfinance.org

Maud Maury, chargée de plaidoyer épargne et collectivités pour Reclaim Finance, maud.maury@reclaimfinance.org

Quentin Parrinello, responsable de plaidoyer justice fiscale et inégalités pour Oxfam France, qparrinello@oxfamfrance.org

Alexandre Poidatz, chargé de plaidoyer finance et climat pour Oxfam France, apoidatz@oxfamfrance.org

reclaimfinance.org

oxfamfrance.org



© Markus Spiske / Unsplash

RECLAIM Finance

OXFAM France